

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(R.C.)

L'Acheteur :

**CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE
(Cnam)**

**50, avenue du Professeur André LEMIERRE
75986 PARIS CEDEX 20
France**

Objet de la consultation :

**Appel d'offres pour l'abonnement multidiffusion des offres d'emplois dans le
secteur sanitaire et médico-social et centres de santé**

Date limite de remise des offres fixée au : _

22 juin 2026 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1.OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2.ETENDUE ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	4
2.2 FORME DU MARCHE	4
2.3 DECOMPOSITION EN LOTS.....	4
2.4 NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE.....	5
2.5 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
2.6 DUREE DU MARCHE.....	5
2.7 LIEU D’EXECUTION DU MARCHE.....	5
2.8 VARIANTES	5
ARTICLE 3.CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE.....	5
3.1 FORME JURIDIQUE DE L’ATTRIBUTAIRE.....	5
3.2 SOUS-TRAITANCE.....	6
3.3 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	6
ARTICLE 4.CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 5.DOSSIER REMIS PAR LE CANDIDAT	6
ARTICLE 6.MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS	8
ARTICLE 7. NEGOCIATIONS.....	9
ARTICLE 8. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	9
ARTICLE 9.INSTANCES ET VOIES DE RECOURS	9
9.1 INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS.....	9
9.2 INTRODUCTION DES RECOURS.....	10

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

L'objet de ce marché est de permettre aux UGECAM de pouvoir accéder à des canaux de recrutement spécialisés afin de les aider à recruter des professionnels occupant des métiers généralement en forte tension (notamment sur des bassins d'emploi qualifiés de déserts médicaux).

De manière concrète, il s'agit de permettre aux UGECAM de diffuser leurs offres d'emplois sur des canaux/sites spécialisés (dans le secteur d'activité des établissements et services du sanitaire, médico-social et centre de santé).

Cette prestation devra permettre aux UGECAM de :

- Diffuser de manière automatisée (dans le but d'éviter la saisie manuelle) leurs offres d'emplois sur des canaux spécialisés :
 - Sanitaire (établissement et Centres de santé) ;
 - Médico-social.
- Bénéficier d'un accompagnement pour la mise en ligne des annonces (sur un modèle attractif).
- Disposer d'un bilan et suivi des annonces mises en ligne de manière trimestrielle (nombre de candidats...) pour réaliser un suivi statistique (évolution des recrutements, statistique des diffusions...). L'envoi des bilans par le prestataire peut être fait soit par mail, soit en donnant un accès à une plateforme sécurisée d'échanges de documents (24/24h, 7/7j). Cet accès devra être gratuit et proposé au service RH de la DNGU.

Dans ce cadre, le nombre moyen de postes vacants sur l'ensemble des UGECAM à prendre en considération est de 540, soit un peu plus de 40 postes par UGECAM.

A titre d'information, en 2025, 1413 offres d'emploi ont été déposées sur l'ensemble des 13 UGECAM du Groupe avec 18 387 candidatures reçues (Source : UCANSS).

Au 31/12/2025, le nombre d'ETP global pour les 13 UGECAM est de 13 216, pour lequel nous attendons une offre de prix basée sur un montant forfaitaire annuel TTC révisable, à date anniversaire de notification, via les indices applicables. Dans le cadre de la présente expression technique des besoins, il n'y a pas eu de distinction des ETP par UGECAM sachant que c'est un achat national via le budget DNGU.

Il s'agira également de bénéficier de canaux à forte couverture (multiplicité de métiers) et notoriété (importance du nombre de partenaires / abonnés, nombre de communications, notoriété du prestataire dans le domaine).

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Directeur des Ressources Humaines 2027 (SDRH 2027) du groupe UGECAM1 dont un des objectifs vise à renforcer notre stratégie de recrutement. Élaboré en cohérence avec le SDRH national de l'Assurance Maladie, le SDRH 2027 constitue une feuille de route stratégique au service de l'ensemble des parties prenantes du groupe : directions des UGECAM et des établissements, services supports, encadrants et leurs équipes.

¹ <https://www.groupe-ugecam.fr/schema-directeur-des-ressources-humaines-2027>

Ce schéma directeur traduit les ambitions cumulatives suivantes :

- Développer une vision prospective des métiers afin d'accompagner leur évolution ;
- Renforcer l'attractivité des professions, depuis le recrutement jusqu'à la fidélisation des talents
- Soutenir la transformation des pratiques managériales ;
- Affirmer le positionnement du groupe en tant qu'employeur socialement responsable ;
- Contribuer activement à la transition écologique par des actions collectives.

Par ailleurs, la présente consultation répond également aux enjeux du projet stratégique du Groupe UGECAM « Cap sur 2027 », en proposant des dispositifs concrets d'accompagnement du réseau pour atteindre les objectifs fixés et soutenir l'émergence de nouvelles ambitions pour le groupe.

La description des prestations et des attentes de la Cnam sont développées au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et de ses deux annexes :

- Annexe 1 : SDRH ;
- Annexe 2 : Le projet stratégique UGECAM « Cap sur 2027 ».

ARTICLE 2. ETENDUE ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Etendue de la consultation

La présente consultation est relative à un marché de prestations de service au sens des dispositions de l'article L. 1111-4 du code de la commande publique.

Elle est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2-1 du Code de la commande publique.

2.2 Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire traité à prix forfaitaires conformément à l'article R. 2112-6-2° du code de la commande publique.

2.3 Décomposition en lots

Le présent marché ne sera pas alloté, par application des dispositions de l'article L2113-11-1° et L2113-11-2° du code de la commande publique. En effet, la dévolution en lot séparé aurait entraîné des difficultés techniques d'exécution et de pilotage liées à la multiplicité des recruteurs et des difficultés de gestion des candidatures.

Le non allotissement permet une concentration de gestion des flux des vacances de poste vers les plateformes spécialisées dédiées et s'inscrit dans une stratégie pragmatique :

- Eviter l'atomisation du travail RH.
- Cibler le public visé dans les vacances de poste.

2.4 Nomenclature communautaire

Codes CPV : **79000000-4 Services aux entreprises**

: **79900000-3 Services divers aux entreprises et services connexes.**

2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois, à compter de la date limite de remise des offres indiquée dans le présent règlement de la consultation. Les soumissionnaires seront informés par courrier, via le profil acheteur PLACE, du résultat de la procédure.

2.6 Durée du marché

Ce marché sera d'une durée de 4 ans, décomposée de la manière suivante : deux ans fermes à compter de sa date de notification, reconductible tacitement, par application des dispositions de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, deux fois un an à la date anniversaire de notification du présent marché.

Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 16 du présent C.C.A.P

2.7 Lieu d'exécution du marché

Les prestations seront exécutées en France Métropolitaine.

2.8 Variantes

Le marché ne présente pas de variantes imposées et les variantes libres ne sont pas autorisées.

ARTICLE 3. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

3.1 Forme juridique de l'attributaire

En cas de candidature groupée, conformément à l'article R. 2142-21 du Code de la commande publique, un même candidat ne peut pas présenter une offre individuelle et une offre groupée dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'article R. 2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Conformément aux articles R. 2143-11 et R. 2143-12 du Code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. Conformément à l'article R. 2142-22 du Code de la commande publique, aucune forme juridique du groupement n'est imposée.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribués dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

3.2 Sous-traitance

Il est fait application des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance déjà connue, pour justifier de capacités techniques, professionnelles et financières d'un ou plusieurs de ses sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le(s) sous-traitant(s) que ceux exigés au préalable au candidat.

Le candidat doit fournir à la personne publique contractante le DC4 dûment signé, ou une déclaration signée mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques professionnelles et financières du sous-traitant.

Il est à noter que le Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par la Cnam et de l'agrément par elle des conditions de paiements, conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et codifiée dans les articles précités du Code de la commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du marché. Le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la Cnam des prestations sous-traitées.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

3.3 Modalités de financement et de paiement

Les modalités de règlement sont énoncées dans le C.C.A.P du marché.

Le paiement s'effectue par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture originale.

Le fond budgétaire concerné est le Budget de l'Etablissement Public (BEP).

ARTICLE 4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Ce dossier de consultation comprend :

1. L'Acte d'Engagement et son annexe financière, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F).
2. Le présent Règlement de la Consultation et son annexe (Cadre de mémoire technique),
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses deux annexes que sont l'annexe 1 « SDRH » et l'annexe 2 « Projet stratégique UGECAM « Cap sur 2027 »

ARTICLE 5. DOSSIER REMIS PAR LE CANDIDAT

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Chaque candidat devra produire un dossier complet, comportant l'ensemble des pièces justificatives relatives à sa candidature, ainsi que l'ensemble des pièces relatives à son offre.

5.1 Pièces justificatives à joindre au titre de la candidature

Le candidat doit impérativement adresser un dossier de candidature comprenant les documents et renseignements suivants :

1. La Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants : formulaire DC 1 ou équivalent ;
2. La Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement : formulaire DC2 ou équivalent ;

A ces deux formulaires (DC1 et DC2), le candidat peut substituer le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

3. Si le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie des jugements ;
4. Le candidat fournit également un dossier de présentation comprenant, si ces informations ne figurent pas déjà dans les formulaires DC1, DC2 ou équivalents visés aux points 1 et 2 ci-dessus :
 - Une déclaration indiquant qu'il n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion mentionnés par les articles L2141-1 à L2141-5, et L2141-7 à L2141-10, du code de la commande publique ;
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global et dans la mesure du possible, le chiffre d'affaires relatif aux prestations similaires, sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du cabinet et le nombre de personnes disposant de la qualité d'avocat pour chacune des trois dernières années ;
 - La description du matériel et des équipements dont dispose le candidat pour la réalisation de marchés de même nature ;
 - Dans le respect du secret professionnel, **une liste de références** thématiques similaires à celles qui font l'objet du marché pour lequel la candidature est présentée, en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années, ou tout autre document permettant de démontrer la compétence du candidat pour l'exécution des prestations, objet de la consultation.

En l'absence de référence (en particulier dans le cas d'entreprise nouvelle), le candidat devra fournir tout autre document permettant de juger des capacités professionnelles.

- *Les personnes physiques qui signent les documents de la candidature et de l'offre doivent impérativement avoir la capacité juridique d'engager l'opérateur économique et/ou le sous opérateurs économiques en cas de groupement.*

A ce titre, les personnes signataires doivent apporter la preuve de leur habilitation à signer la candidature et l'offre de l'opérateur économique ou du groupement, en fournissant dans le dossier les documents justificatifs nécessaires (Extrait K-bis, pouvoir ou délégation de signature, mandat donné les opérateurs économiques membre du groupement, etc.).

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit produire un dossier de présentation complet.

La candidature mentionne si le soumissionnaire se présente seul ou en groupement. Si le candidat se présente groupement, la fiche de candidature mentionnera les membres du groupement et sera signée par chacun d'entre eux ou par le mandataire uniquement s'il a été habilité par les membres du groupement.

5.2 Présentation et contenu de l'offre

Le candidat désigne, dans les documents transmis, la personne habilitée à les représenter. Le ou les signataires doivent être habilités à engager l'entreprise.

Le candidat doit communiquer les coordonnées (nom, adresse, courriel, numéros de téléphone) du chargé d'affaires dédié à la Cnam dans le cadre de la présente consultation.

Le candidat doit fournir les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière complétée ;
2. Le mémoire technique respectant le cadre de réponse technique
3. Le cas échéant, la demande d'acceptation de sous-traitant (s) et d'agréments des conditions de paiement (formulaire DC4) ;
4. Tout autre document jugé utile par le candidat pour étayer son offre.

La Cnam n'exige pas la signature des candidatures et des offres. Celles-ci peuvent donc être déposées sans signature. L'Acte d'engagement sera signé par l'attributaire.

ARTICLE 6. MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

Le candidat transmettra son pli avant la date limite de remise des offres indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence et reportée sur la première page du présent document.

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats. **Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.**

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les candidatures et offres devront être obligatoirement remises par voie électronique, via le profil acheteur. Tout dépôt sur un autre site ou sur adresse électronique est nul et non avenu.

La transmission électronique se fait par l'envoi d'un seul dossier comprenant l'intégralité des documents exigés. Le dépôt des dossiers donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

	Points
Critère 1. Compréhension du besoin et qualité technique de l'offre analysée au regard des sous critères suivants (cf cadre de réponse au mémoire technique en annexe du présent RC)	50
<u>Sous-critère 1</u> : Compréhension du besoin	10
<u>Sous-critère 2</u> : Expertise technique de l'offre jugée au regard : 2.1 De la méthodologie d'évolution et d'actualisation de la plateforme (10 points) 2.2 De la méthodologie d'accompagnement et la montée en compétence de l'activité de recrutement dans le secteur de la santé et du médico-social (20points)	30
<u>Sous-critère 3</u> : Prise en considération de la spécificité des médecins	10
Critère 2. Coût des prestations	40

<p>L'analyse est effectuée conformément aux prix indiqués dans l'annexe financière forfaitaire de l'Acte d'Engagement et sur la base de la formule mathématique suivante :</p> <p>(Offre la mieux disante figurant dans l'annexe financière / offre à noter) *40</p>	
<p>Critère 3 : Modalités prises pour réduire la consommation énergétique et le suivi de l'empreinte carbone (cf. cadre de réponse technique en annexe du présent RC)</p>	<p>10</p>

Les offres feront l'objet d'une analyse comparative au regard des critères 1 et 3 sur la base du mémoire technique et du critère 2 relatif au prix et éléments financiers de l'offre.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans l'annexe financière figurant dans l'offre d'une entreprise candidate, celles-ci seront confirmées suite à une demande de régularisation.

Toutefois, si l'entreprise concernée est sur le point d'être retenue, elle sera invitée à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec les prix ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

ARTICLE 7. NEGOCIATIONS

Aucune négociation ne sera admise, seules des demandes de précisions pourront être formulées conformément à l'article R. 2161-5 du code de la commande publique ;

ARTICLE 8. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Jusqu'au dixième jour ouvré précédant la date limite de réception des offres figurant en première page du présent document, les candidats peuvent demander toutes les précisions qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur offre par le biais de la plateforme de dématérialisation.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Il est précisé que le candidat ne peut apporter de modifications aux pièces du DCE. Si ce dernier s'aperçoit d'une incohérence sur une ou des pièces, ce dernier devra alerter le pouvoir adjudicateur via le profil acheteur.

ARTICLE 9. INSTANCES ET VOIES DE RECOURS

9.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris

7, rue de Jouy

75004 PARIS

Tél. : 01 44 59 44 00 - Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

9.2 Introduction des recours

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Caisse nationale de l'Assurance Maladie (Cnam) - DJ
50, av du Professeur André Lemierre
75 986 Paris Cedex 20
Adresse électronique : dj.saisine.cnam@assurance-maladie.fr

Les sociétés peuvent également obtenir des informations concernant l'introduction des recours auprès du greffe dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

CADRE DE MEMOIRE TECHNIQUE

Rappel : le mémoire technique est indispensable pour analyser l'offre technique.

En conséquence, toute offre qui ne comporterait pas de mémoire technique ne sera pas analysée et sera donc immédiatement rejetée.

Le mémoire technique doit répondre, a minima, au cadre de réponse précisé ci-dessous dans l'ordre des items.

Critères		Sous critères	Poids
50 %	Compréhension du besoin et qualité technique de l'offre analysée au regard des sous critères suivants	1) : Compréhension du besoin	10%
		2) Expertise technique de l'offre jugée au regard : <i>2.1 De la méthodologie d'évolution et d'actualisation de la plateforme (10 points)</i> <i>2.2 De la méthodologie d'accompagnement et la montée en compétence de l'activité de recrutement dans le secteur de la santé et du médico-social (20points)</i>	30%
		3) Prise en considération de la spécificité des médecins	10%
10%	Modalités prises pour réduire la consommation énergétique et le suivi de son empreinte carbone	Le candidat devra décrire de façon détaillée les moyens déployés pour réduire la consommation énergétique et le suivi de son empreinte carbone.	10%

